



## Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

**7368<sup>e</sup>** séance

Lundi 26 janvier 2015, à 13 heures

New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Barros Melet . . . . .	(Chili)
<i>Membres :</i>	Angola . . . . .	M. Lucas
	Chine . . . . .	M. Liu Jieyi
	Espagne . . . . .	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Power
	Fédération de Russie . . . . .	M. Churkin
	France . . . . .	M. Delattre
	Jordanie . . . . .	M. Hmoud
	Lituanie . . . . .	M <sup>me</sup> Murmokaitė
	Malaisie . . . . .	M. Haniff
	Nigéria . . . . .	M. Laro
	Nouvelle-Zélande . . . . .	M. McLay
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Sir Mark Lyall Grant
	Tchad . . . . .	M. Gombo
	Venezuela (République bolivarienne du) . . . . .	M. Ramírez Carreño

### Ordre du jour

Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 13 h 40.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : En vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Feltman.

**M. Feltman** (*parle en anglais*) : Tout au long du conflit en Ukraine, et à de nombreuses reprises au cours des dernières semaines, le Secrétaire général a lancé un appel à l'apaisement, à la modération et à la protection des civils. Nous regrettons profondément que ces appels ne semblent pas avoir été entendus.

Depuis la dernière séance consacrée à cette question, le 21 janvier (voir S/PV.7365), il y a tout juste cinq jours, une cinquantaine de civils ont été tués et près de 150 gravement blessés. Le 22 janvier, plus d'une dizaine de civils ont été tués à Donetsk lorsqu'un tir d'obus a touché le trolleybus dans lequel ils se trouvaient. Le même jour, au moins 10 civils ont péri dans de violents combats dans la ville de Horlivka. Le samedi 24 janvier, une série d'attaques au lance-roquettes multiple ont frappé la ville de Marioupol, détruisant des bâtiments et touchant un marché rempli de civils. Des dizaines de personnes ont perdu la vie, y compris des femmes et des enfants, et plus de 100 autres ont été blessées. La Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a signalé, en se fondant sur l'analyse des cratères, que les tirs provenaient du territoire contrôlé par la « République populaire de Donetsk ».

Marioupol se situe en dehors de la zone de conflit immédiate. On peut donc en conclure que l'entité qui a tiré ces obus a sciemment pris pour cible une population civile, ce qui constituerait une violation du

droit international humanitaire. Nous devons envoyer un message clair, à savoir que les auteurs de ces actes doivent en répondre et être traduits en justice.

Le 23 janvier, le chef de « République populaire de Donetsk » a annoncé un boycott des consultations futures avec le groupe de contact trilatéral, ainsi qu'un retrait unilatéral du cessez-le-feu, et a menacé de s'emparer d'autres territoires, selon un plan prévoyant de repousser la ligne de front jusqu'à la frontière de l'oblast de Donetsk. Comme le Secrétaire général l'a déclaré le 24 janvier (SG/SM/16485), cela constitue une violation de leurs engagements dans le cadre des accords de Minsk. Nous demandons instamment aux rebelles de mettre immédiatement un terme à leurs actes de violence et de provocation, de respecter le droit international et d'honorer leurs engagements. Nous exhortons également les dirigeants de la Fédération de Russie à user de leur influence pour appeler les rebelles à cesser immédiatement les hostilités. Ce sera un pas essentiel vers la fin de l'effusion de sang.

Les dirigeants ukrainiens ont clamé haut et fort qu'ils étaient attachés aux accords de Minsk et affirmé qu'ils restaient sur une position défensive. Toutefois, nous prenons note des mesures d'urgence adoptées récemment par le Conseil national de sécurité et de défense, en particulier celles qui ont trait à un « renforcement des mesures antiterroristes », et appelons à faire preuve de la plus grande retenue. Eu égard à l'état d'urgence qui vient d'être décrété au Donbass, il importe plus que jamais de garantir pleinement un accès sans entraves aux travailleurs humanitaires et aux marchandises. Les obstacles bureaucratiques des deux côtés de la ligne de conflit entravent l'accès humanitaire et doivent être levés. Nous demandons aussi au Gouvernement ukrainien de veiller à ce que les opérations humanitaires soient exemptées de taxes.

Nous reconnaissons les difficultés que rencontrent les discussions diplomatiques visant à parvenir à un règlement pacifique du conflit, étant donné que chacun campe sur ses positions. Cependant, il est urgent de redoubler d'efforts pour trouver un règlement politique. L'annonce, par le Président Poroshenko, de l'obtention d'un accord sur la nécessité de tenir des négociations au format de Genève, avec la participation de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Ukraine et de la Russie, est à saluer.

Avant de clore, je voudrais dire un mot de ce qui nous semble être la voie à suivre, en mettant l'accent sur la relance des accords de Minsk. Comme convenu à

Minsk, toutes les parties doivent cesser immédiatement les hostilités, à charge pour les rebelles, en particulier, de réaffirmer leur attachement au cessez-le-feu et de faire machine arrière dans leur offensive. Nous espérons sincèrement que le groupe de contact trilatéral appellera de nouveau à des consultations avec les chefs des rebelles, comme il a été envisagé cette semaine, afin d'œuvrer à un cessez-le-feu durable et à la mise en œuvre des accords de Minsk au sens large. Surtout, toutes les parties doivent s'engager à protéger les civils et à permettre que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin.

Enfin, il faut que chacun s'engage de nouveau pleinement, sur le plan politique, en faveur d'une solution pacifique et durable à ce conflit, aux plus hauts niveaux. J'appelle encore une fois à la convocation d'une réunion au format de Genève dès que possible. L'Organisation des Nations Unies reste prête également à appuyer la consolidation d'un processus de paix viable et durable, le cas échéant. Plus de 5 000 vies ont déjà été fauchées dans ce conflit. Nous devons trouver le moyen d'y mettre un terme, et de le faire maintenant.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Feltman de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

**M<sup>me</sup> Murmokaitė** (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué d'urgence cette séance sur la situation en Ukraine. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, de son exposé ainsi que des éclairages qu'il nous a donnés sur la situation actuelle.

La Lituanie condamne dans les termes les plus forts les attaques contre Marioupol et exprime ses sincères condoléances aux familles de ceux qui ont perdu la vie ou qui ont été blessés au cours de ces attaques.

Alors même que nous parlons se déroule le conflit le plus sanglant qu'ait connu l'Europe depuis les guerres des Balkans. Mercredi dernier, dans cette même salle (voir S/PV.7365), les membres du Conseil de sécurité ont une fois de plus exprimé leur préoccupation face à la situation et exhorté toutes les parties au conflit, notamment la Russie, à revenir aux accords de Minsk et à en assurer la mise en œuvre rapide et intégrale afin d'empêcher encore plus de destructions et d'effusions de sang. Hélas, ce qu'il nous a été donné de voir, au cours

du week-end, ce sont davantage de bombardements meurtriers, davantage de destructions et davantage de drames humains causés par les mercenaires déchaînés du Kremlin, notamment l'attaque meurtrière contre Marioupol, que le Conseil a été impuissante à condamner car la Russie met la protection des activistes au-dessus de la condamnation des responsables.

Après 29 séances d'information publiques et aucun progrès sur le terrain, il est difficile de ne pas donner l'impression ici de se répéter. Toutefois, nous ne pouvons permettre que l'Ukraine fasse les frais d'une attention internationale à éclipses. Plus de 5 000 morts, quelque 11 000 blessés et près de 1,5 million de déplacés, tel est le prix de l'agression russe prolongée contre l'Ukraine. Près de 50 000 personnes ont fui leurs foyers depuis le 14 janvier, et au moins 262 personnes ont été tuées rien qu'entre le 13 et le 21 janvier. La semaine dernière, on a dénombré chaque jour entre 75 et 115 offensives d'artillerie contre les positions ukrainiennes. L'aéroport de Donetsk, dont se sont emparés la semaine dernière les activistes parrainés par le Kremlin, a été réduit à l'état de ruines après des mois de bombardements qui ont provoqué des destructions que l'on ne voit que dans les pires des guerres. Quelques 550 kilomètres carrés de territoire ont été pris par les activistes hors-la-loi depuis le début du cessez-le-feu. Voilà la réalité de ce que l'on continue d'appeler cessez-le-feu.

Tout comme les violations de la Déclaration d'Alma-Ata, du Mémorandum de Budapest concernant les garanties de sécurité, de l'Accord de 1997 entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sur la flotte de la mer Noire et d'autres instruments encore, notamment la dernière déclaration de Genève et la déclaration conjointe de Berlin, les accords conclus à Minsk ne sont qu'une énième victime de l'agression russe contre le voisin ukrainien.

On ne recherche pas la paix en armant des combattants hors-la-loi d'un pays voisin de systèmes d'artillerie évolués, de lance-roquettes multiples, de cargaisons d'armes et de munitions, ou de chars. On ne recherche pas la paix en envoyant ses propres soldats et ses commandos se battre sur le sol d'un voisin. On ne recherche pas la paix en brandissant sans cesse menaces et intimidations contre son voisin, ou en annexant des parties de son territoire. On ne recherche pas la paix en déchaînant à longueur de journée un barrage de propagande haineuse et mensongère visant à déshumaniser et à diaboliser son voisin. Aussi longtemps que la Russie persistera sur cette voie, la

paix en Ukraine, disons-le franchement, n'aura aucune chance.

Samedi dernier, l'Ukraine a subi le deuxième incident le plus meurtrier sur son sol depuis celui de l'aéronef affrété pour le vol MH17, abattu en juillet 2014. Quelque 30 personnes ont été tuées et près de 90 autres blessées dans les bombardements contre la ville de Marioupol. Le Secrétaire général adjoint a parlé de retrait unilatéral des activistes du cessez-le-feu. Dans les jours qui ont précédé l'attaque, Alexander Zakhartchenko, le chef autoproclamé de la « République populaire de Donetsk », a exprimé à maintes reprises le peu de cas qu'il faisait du cessez-le-feu. « Il n'y a pas de cessez-le-feu. Nous nous battons, je le promets », a-t-il dit.

« Il n'y aura plus de cessez-le-feu ni de rotations... Il n'y aura pas le moindre essai de discussion sur le cessez-le-feu de notre part. Kiev ne comprend pas que nous sommes maintenant en mesure d'attaquer sur trois fronts à la fois ».

Et puis, quelques heures avant le drame, il a déclaré : « C'est aujourd'hui que commence l'offensive contre Marioupol. Dans quelques jours nous avalerons la bouilloire de Debaltseve ». Il est à noter que, un jour avant les attaques meurtrières, l'Ambassadeur de la Russie auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) anticipait la « libération » de Marioupol dans une interview avec Christiane Amanpour, de CNN.

Or, malgré l'évidence, la Russie continue de rejeter la responsabilité des violations du cessez-le-feu sur l'Ukraine, y compris de l'attaque de Marioupol. Les discours anti-ukrainiens ne se calment pas. La semaine dernière, dans cette salle, sont réapparus les mythes de « junte », de « coup d'État », d'« Ukraine fasciste », d'« oppression des russophones », depuis longtemps éventés mais une fois de plus ressuscités et remis en service. Depuis une année maintenant, l'agressive propagande anti-ukrainienne est utilisée aux fins d'un lavage de cerveau, pour tromper, détourner l'attention et brouiller les cartes.

La communauté internationale ne doit pas et ne devra jamais céder à ces tentatives de brouillage de cartes. C'est pourquoi je repose une fois de plus la question : comment une bande de hors-la-loi peut-elle étendre son offensive, continuer de s'emparer de territoires et menacer de mener des attaques sur trois fronts contre l'État ukrainien? Comment une bande

de hors-la-loi sans liens commerciaux extérieurs, sans revenu ni budget peut-elle amasser des centaines de véhicules de combat blindés, de systèmes d'artillerie et de lance-roquettes – tous ces systèmes de lance-missiles tactiques de type Tochka-U, de roquettes Grad, de lance-roquettes Uragan et Buratino? Comment peuvent-ils s'offrir des chars modernes, dont chacun coûte au bas mot 4 millions de dollars? Comment peuvent-ils disposer de leur propre flotte aérienne? Comment se peut-il que des centaines de soldats russes meurent sur le sol ukrainien s'ils ne s'y trouvent même pas?

Comment se fait-il que des centaines de mères russes reçoivent les dépouilles de leurs fils dans des cercueils rapatriés au titre du code « cargo 200 », dans un conflit auquel la Russie prétend qu'elle n'est pas partie? Comment se fait-il que, malgré les ravages de l'anarchie et les innombrables crimes que l'on doit aux activistes séparatistes et qui sont consignés dans les rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, la Russie n'en a pas, ne serait-ce qu'une fois et même en termes modérés, condamné les auteurs? Tout cela, tout comme l'insistance de la Russie à protéger ces hors-la-loi, en dit long sur la participation et l'appui directs de la Russie à la guerre en Ukraine.

Cette participation a été confirmée par certains chefs rebelles. Au mois d'août dernier, le même Alexander Zakhartchenko déclarait que des milliers de citoyens russes, notamment un grand nombre de soldats de métier, combattaient aux côtés des séparatistes. Et puis subitement, il s'est rétracté, tout comme il a cessé de se vanter de l'attaque contre Marioupol samedi. Un autre personnage notoire, le chef de commando russe Igor Girkin – qui est également connu sous le nom de Strelkov et qui a joué un rôle majeur en attisant la guerre dans l'est de l'Ukraine – s'est récemment vanté dans la presse d'avoir déclenché la guerre en traversant la frontière avec son escadron, affirmant que n'était-ce leur présence, il n'y aurait pas eu de séparatisme dans l'est de l'Ukraine. Il y a quelques jours, il a également affirmé que le référendum en Crimée avait été mené à la pointe du fusil – ce que nous sommes nombreux à répéter depuis l'organisation de ce plébiscite fallacieux.

La vie dans l'est de l'Ukraine était peut-être loin d'être parfaite du fait de longues années de négligence de la part des Gouvernements successifs, mais les habitants de la région, dont un grand nombre sont russophones, avaient un foyer où rentrer après une journée de travail, vivaient leur vie normalement et avaient leur pain quotidien. Grâce à la décision prise

par le Kremlin de « protéger » les russophones, ils sont maintenant sans domicile, sans emploi et sans revenus et ont probablement perdu des proches ou ont eux-mêmes été tués. La guerre de la Russie, les sbires de la Russie et le chaos insondable qu'ils ont imposé ont semé la destruction, les déplacements et la mort dans la région.

En dépit de toutes les violations du cessez-le-feu et de toutes les attaques militaires, les dirigeants ukrainiens continuent d'affirmer que les accords de Minsk sont le seul moyen d'avancer vers la paix. Cependant, ces accords doivent être appliqués par toutes les parties au conflit – y compris la Russie – pleinement et sans révisions arbitraires ou manipulations. Il incombe à la Russie de mettre un terme à cette guerre insensée en cessant de soutenir les groupes armés illégaux, en acceptant une surveillance internationale de la frontière russo-ukrainienne, en retirant ses troupes et ses armes de l'est de l'Ukraine, en veillant à ce que les militants illégaux libèrent toutes les personnes détenues illégalement, notamment Nadiya Savchenko – qui est détenue illégalement sur le territoire de la Russie – en mettant fin à la manipulation de l'aide humanitaire et en réaffirmant son respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les observateurs internationaux, notamment ceux de l'ONU et de la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, doivent avoir un accès inconditionnel et sans entrave à tout le territoire de l'Ukraine, notamment la Crimée. Leurs rapports sont indispensables pour rétablir les faits.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie est extrêmement préoccupée par l'escalade de la situation en Ukraine. Des villes du sud-est de l'Ukraine sont visées par des bombardements aveugles à l'arme lourde depuis des jours et des jours, et ces bombardements ont fait des centaines de victimes civiles. Nous condamnons résolument de tels actes contre la population civile. Bien sûr, nous compatissons avec tous ceux qui souffrent, quels que soient la ville ou le village où se produit une tragédie.

Depuis début janvier, les forces armées ukrainiennes font feu virtuellement sans interruption sur la principale ville du Donbass – Donetsk. Rien que la semaine dernière, pas moins de 27 civils ont été tués et 71 personnes ont été blessées, tandis que 105 habitations et trois hôpitaux, ainsi que deux crèches et trois écoles, ont été détruits. Au total,

2 367 bâtiments résidentiels ont été détruits. Horlivka est également visée par des bombardements intensifs – fait que les médias occidentaux ont omis de mentionner. Un autre fait n'a pas été mentionné dans cette salle, que ce soit par nos collègues occidentaux ou par les représentants des autorités de Kiev. La semaine dernière a été la plus difficile que Horlivka a vécue depuis l'été dernier : 107 personnes ont été tuées, dont neuf enfants, et 317 personnes ont été blessées. Des hôpitaux, 15 écoles et des dizaines de crèches ont été endommagés. Le 21 janvier, une dizaine de civils ont été tués dans la ville de Stakhanov, dans l'oblast de Lougansk, par des tirs de lance-roquettes multiples Uragan. Le 21 janvier, une dizaine de civils ont été tués.

Nous sommes loin d'avoir donné une liste exhaustive de toutes les villes qui sont contrôlées par des formations d'autodéfense et où chaque jour des civils meurent. Pourtant, les informations qui ont circulé au cours des derniers jours n'ont porté que sur deux incidents : le bombardement d'un bus à Volnovakha et celui d'un quartier résidentiel à Marioupol. Il y a une explication claire à cela : les deux villes sont contrôlées par les forces de Kiev. Une tragédie similaire s'est produite à Donetsk – un bus a été bombardé – mais elle n'a pas suscité les lamentations de Kiev ou la convocation de séances d'urgence du Conseil de sécurité. Elle n'a même pas mérité une déclaration du Secrétaire général. Serait-ce parce que les zones et les villes contrôlées par les Républiques populaires de Donetsk et Lougansk sont peuplées de citoyens de deuxième classe?

Il est impossible d'ignorer le fait que Kiev utilise les tragédies de ces derniers jours pour attiser les flammes de l'hystérie. Des accusations contre les formations d'autodéfense sont proférées immédiatement après certains événements – presque comme si elles avaient été préparées en avance. Kiev lance immédiatement des appels aux capitales occidentales pour qu'elles lui fournissent une aide financière et militaire et fassent pression sur la Fédération de Russie. Cependant, dès que la propagande s'essouffle, on cesse très rapidement d'exploiter la situation et d'enquêter – d'autant plus que l'on se rend souvent compte, avec le passage du temps, que les faits sont quelquefois fort différents de la situation décrite initialement. C'est pourquoi nous souhaitons que soient menées des enquêtes objectives sur les tragédies survenues en janvier à Volnovakha, Donetsk et Marioupol, ainsi que sur les tragédies plus anciennes du Maidan, d'Odessa et de Marioupol.

Samedi, les membres du Conseil de sécurité ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur une déclaration à la presse en ce qui concerne la tragédie de Marioupol. La nécessité de publier une déclaration nous paraissait évidente, comme dans les cas de Volnovakha et Donetsk, et nous étions disposés à appuyer un texte similaire. Pourquoi n'a-t-il pas été possible de le faire cette fois-ci? La réponse est simple : les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Lituanie ont insisté pour que la déclaration condamne une déclaration du chef de la République populaire autoproclamée de Donetsk, qui a été sortie du contexte des événements récents et de la crise en Ukraine. Cette démarche a de nouveau été promue dans le cadre de la présente séance. Mais que s'est-il réellement passé?

Premièrement, les dirigeants des formations d'autodéfense ont fait des déclarations différentes avant-hier. On ne saurait citer ces déclarations de manière sélective ou les sortir de leur contexte. Deuxièmement, nous n'avons jamais entendu la moindre condamnation par nos collègues occidentaux des dirigeants ukrainiens, qui agissent et s'expriment sans aucune honte. On menace le Donbass d'un coup en pleine figure, de le reprendre par la force et de l'ukrainiser – et la population doit se préparer à « une grande guerre continentale », à laquelle il n'y aurait pas d'alternative. Il y a près d'une semaine, le Président ukrainien lui-même, M. Poroshenko, a publiquement annoncé la reprise des activités militaires. Ceci s'est produit quelques jours seulement après la réunion organisée à Berlin entre les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de la Russie, de l'Ukraine et de la France, durant laquelle ils se sont dits favorables à l'idée d'une reprise rapide du processus de retrait des armes lourdes de la ligne de contact, comme prévu par le mémorandum de Minsk du 19 septembre 2014.

Nous rappelons également à nos collègues que les projets de document du Conseil de sécurité élaborés par la Russie sur des questions extrêmement importantes, et ce en vue de mettre un terme aux effusions de sang et de régler la situation humanitaire dans le Donbass, se sont heurtés à des échecs répétés. Par exemple, une déclaration à la presse appuyant les accords de Minsk présentée immédiatement après qu'ils ont été rendus publics, le 22 septembre, a été bloquée par la Lituanie et les États-Unis d'Amérique. Suite au bombardement d'un arrêt de bus à Donetsk, qui a clairement été perpétré par les forces ukrainiennes, nous avons dû passer une journée à écarter des amendements guère constructifs proposés par un certain nombre de délégations. C'est en

exerçant des pressions que nous avons pu adopter un texte à la fin de la journée. Dans le cas de Volnovakha, nous avons pris une minute pour approuver le texte présenté par les auteurs.

Il est regrettable que depuis le début de ce conflit, nos collègues occidentaux passent leur temps à accuser les formations d'autodéfense de crimes inhumains tout en justifiant pleinement les actes des autorités de Kiev. Nous n'avons pris connaissance d'aucune tentative constructive de se pencher sur les véritables raisons du conflit interne en Ukraine et de trouver un moyen de sortir de la situation actuelle. L'escalade de la situation dans le Donbass est liée au fait que les autorités de Kiev rejettent constamment le dialogue direct avec Donetsk et Lougansk sur la question de la mise en œuvre pratique des accords de Minsk. Tout au long du mois de septembre, nous avons pris note des mesures adoptées par les forces de Kiev pour renforcer leurs positions militaires dans le sud-est. Elles ont déployé des forces, du matériel et des armes lourdes le long de la ligne de contact, et elles ont appelé à la mobilisation et commandé du matériel de défense supplémentaire.

Les mesures de reconstruction économique du Donbass ont été remplacées par des tentatives de représailles contre les régions échappant à leur contrôle. Elles ont commencé par arrêter de payer les retraites et les prestations sociales, et elles ont ensuite bloqué l'assistance humanitaire. Dans l'intervalle, les forces de Kiev se sont préparées à la guerre – ce qu'elles n'ont pas pris la peine de cacher. L'histoire ne connaît pas de « si ». Mais tout aurait pu être très différent si le mémorandum de cessez-le-feu de Minsk avait été appliqué en temps voulu, notamment en ce qui concerne la remise des armes lourdes et la remise de l'aéroport de Donetsk aux formations d'autodéfense. Nous aurions évité un nouveau cycle d'affrontements si les autorités ukrainiennes avaient accepté la proposition faite par le Président Vladimir Poutine le 15 janvier aux fins du retrait immédiat des armes lourdes. Il est clair que la paix dans le Donbass n'est pas ce que souhaite le « parti de la guerre » à Kiev.

Les autorités de Kiev sabotent l'organisation de réunions périodiques du groupe de contact à Minsk en imposant injustement la condition d'une représentation de haut niveau des formations d'autodéfense. L'essentiel aujourd'hui est de tenir cette réunion et non d'ergoter sur le niveau des participants. Au cours des prochains jours, nous essayerons, dans la mesure du possible, de prendre contact avec ceux qui devraient participer

à cette réunion. Nous continuerons d'encourager les parties à s'engager dans un dialogue direct, comme nous l'avons fait depuis le début de la crise interne en Ukraine.

À cet égard, nous exhortons les représentants des États qui ont une influence sur les dirigeants ukrainiens, notamment Washington, à cesser d'enhardir les faucons ukrainiens, en couvrant et en justifiant leurs actes criminels, et à les encourager au contraire à privilégier une solution militaire au conflit. Sinon on ne fera que provoquer une catastrophe encore plus grave et créer un nouveau foyer de tension en Europe.

Tous les membres responsables de la communauté internationale doivent s'efforcer d'obtenir de Kiev non seulement des paroles mais des actes, afin que s'engage un véritable processus en vue de parvenir à un règlement politique. Tant que les partisans de la guerre à Kiev n'auront pas compris qu'il est impossible de régler ce conflit par la force et que les lance-roquettes multiples, les missiles balistiques tactiques, les munitions au phosphore blanc et les armes à sous-munitions, tout comme la reprise des offensives, ne serviront à rien, de tels incidents continueront de se reproduire. Il faut forcer les autorités de Kiev à s'asseoir à la table de négociation avec les groupes d'autodéfense.

Il est crucial que chacun comprenne que l'on ne parviendra à des résultats tangibles que par le dialogue direct entre Kiev et Donetsk et Lougansk, dialogue que les autorités ukrainiennes ont rejeté jusqu'à présent, au profit de la répression dans la région du sud-est de l'Ukraine par des moyens militaires. En l'absence d'un dialogue politique direct et sans exclusive, qui permettrait de négocier dûment les paramètres d'une réforme constitutionnelle, comme le prévoient le communiqué de Genève et les accords de Minsk, il n'y aura pas de réconciliation nationale en Ukraine ni de règlement durable du conflit qui sévit dans le sud-est du pays.

**Sir Mark Lyall Grant** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Feltman de son exposé de cet après-midi.

Ce week-end, on a enregistré le plus grand nombre de victimes civiles dans le contexte de la crise ukrainienne, depuis les engagements pris à Minsk le 5 septembre dernier. On dénombre 30 morts et plus de 100 blessés parmi les civils suite à ce que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a qualifié de « tirs extrêmement

nourris » de roquettes, lancées sans discrimination dans les rues bondées de Marioupol.

Seulement trois jours auparavant, le Conseil s'était réuni pour nous permettre d'exprimer nos vives préoccupations face à l'escalade des combats le long de la ligne de cessez-le-feu convenue (voir S/PV.7365). Nous avons tous appelé à la désescalade et à une reprise du dialogue. Avec cette dernière attaque, qui a été lancée à des kilomètres de la ligne de cessez-le-feu convenue, le conflit prend une nouvelle dimension en termes de portée et de menace qu'il représente. Elle n'est pas seulement un nouveau refus de la part des dirigeants séparatistes d'honorer les engagements pris à Minsk; il s'agit d'une escalade provocatrice et irresponsable qui, comme le Secrétaire général l'a clairement indiqué, peut constituer une violation du droit international humanitaire. Les responsables de cette attaque doivent répondre de leurs actes. Il est profondément regrettable que le Conseil n'ait pu se mettre d'accord sur une déclaration à la presse pour condamner l'annonce par les séparatistes d'une offensive sur Marioupol et l'attaque contre cette ville qui s'en est ensuivie.

Personne au sein du Conseil ne peut nier que l'attaque contre Marioupol, tout comme l'attentat contre un autocar la semaine dernière près de Volnovakha, est le fait des séparatistes soutenus par les Russes. D'après l'analyse faite par la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, il est clair que dans les deux cas, les roquettes ont été tirées depuis des zones qui sont aux mains des séparatistes. Cette offensive n'aurait pas été possible sans l'appui militaire de la Russie et les lance-roquettes multiples Grad et Uragan qu'elle a fournis aux séparatistes. Ces dernières semaines, la Russie a transféré aux séparatistes des centaines d'armes lourdes supplémentaires, et pas seulement des lance-roquettes, mais aussi de l'artillerie lourde, des chars et des véhicules blindés. Des centaines d'éléments de l'armée régulière et des forces spéciales russes continuent d'opérer sur le territoire ukrainien, en violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ces soldats bénéficient de l'appui des mécanismes de commandement et de conduite des opérations, des systèmes de défense aérienne, des drones et des systèmes de détection électromagnétique de la Russie.

Il ne fait aucun doute que le flux d'armes lourdes à travers la frontière, en violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, a donné aux séparatistes la puissance de feu et l'assurance nécessaires pour intensifier les hostilités. Depuis la

signature des accords de Minsk en septembre, qui prévoyaient un cessez-le-feu immédiat, les séparatistes ont pris le contrôle d'une zone supplémentaire de 550 kilomètres carrés. Malgré les engagements pris à Minsk d'assurer une surveillance continue de la frontière sous le contrôle de l'OSCE, sur des centaines de kilomètres, ces armes meurtrières continuent de passer librement, souvent sous le couvert de convois humanitaires. Le refus persistant de la Russie d'étendre la zone frontalière couverte par les activités de surveillance de l'OSCE trahit ses véritables intentions.

La Russie arme, finance, conseille les séparatistes et combat clandestinement à leurs côtés. Par contre, elle n'a pas réussi à faire en sorte que ses sbires séparatistes s'en tiennent à son discours trompeur. Le dirigeant autoproclamé de la « République populaire de Donetsk », Alexander Zakharchenko, a fièrement annoncé le 24 janvier : « Aujourd'hui, une offensive a été lancée contre Marioupol. Ce sera le plus grand hommage à tous nos morts ». Cette déclaration, et d'autres similaires auparavant, ne saurait être tout simplement ignorée, comme le représentant de la Russie nous y encourage. C'est la réalité. Alors que la Russie prêche le respect des accords de Minsk et des rencontres au format Normandie, et accuse le Gouvernement ukrainien de provocation, les forces séparatistes ne pensent qu'à saboter ces accords, à attaquer les civils et à créer de nouvelles réalités sur le terrain. Cette stratégie, comme nous l'avons constaté à Marioupol ce week-end, ne fera que nous rapprocher du précipice, entraînant toujours plus de morts, de destructions et de déplacements.

Chaque fois que le Conseil s'est réuni pour discuter de l'Ukraine, les membres dans leur vaste majorité ont souligné leur attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous affirmons à juste titre qu'il s'agit de principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, que ce sont les fondements d'un système international basé sur des règles, le respect et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous défendons tous ces principes parce que nous ne voulons pas d'un monde où les frontières sont redessinées par la force, où les États sont menacés et déstabilisés par leurs voisins et où des populations civiles innocentes vivent dans la peur d'ordres de bataille émanant de capitales lointaines.

Le Conseil de sécurité doit prendre très clairement position face à la voie extrêmement dangereuse sur laquelle s'est engagée la Russie dans l'est de l'Ukraine. Pour cette raison, j'exhorte tous les membres du Conseil

à faire passer un message clair aujourd'hui. La Russie doit retirer son matériel et ses troupes. Elle doit cesser de soutenir les séparatistes et assurer efficacement le contrôle de ses frontières. Elle doit user de son influence sur les séparatistes pour stabiliser la situation et prévenir une escalade plus dangereuse. Elle doit jouer pleinement son rôle pour garantir l'application immédiate du protocole de Minsk. Une fois de plus, aujourd'hui, le représentant de la Fédération de Russie a affirmé que son pays souhaitait un règlement pacifique du conflit, mais ces propos n'ont aucune valeur en soi. La Russie doit prendre des mesures pour mettre fin à ce conflit de plus en plus meurtrier qui ne cesse de s'étendre.

**M<sup>me</sup> Power** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance d'urgence aujourd'hui. Nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de l'exposé très complet qu'il a présenté au pied levé au Conseil.

Il y a à peine cinq jours (voir S/PV.7365), le Conseil s'est réuni et a condamné les conséquences dévastatrices des attaques menées par les séparatistes appuyés par la Russie à l'encontre des civils dans l'est de l'Ukraine. Nous avons appelé la Russie à cesser de soutenir et de former les forces séparatistes et de combattre à leurs côtés. Les membres du Conseil ont exhorté la Russie et les séparatistes non seulement à s'engager à nouveau en faveur des accords qu'ils ont signés à Minsk, mais aussi à honorer ces engagements dans les faits. Malheureusement, le Conseil se réunit de nouveau aujourd'hui parce que la Russie et les séparatistes ont une fois de plus bafoué ces engagements. Les cibles sont nouvelles, mais le but final de la Russie reste le même : s'emparer de nouveaux territoires et déplacer les limites des zones contrôlées par la Russie toujours plus loin à l'intérieur de l'Ukraine.

Cependant, cette fois-ci, les déclarations des séparatistes compliquent la stratégie de la Russie. Le 23 janvier, vendredi, le dirigeant de fait des séparatistes soutenus par les Russes à Donetsk, Alexander Zakharchenko, a déclaré : « aujourd'hui, l'offensive contre Marioupol commence », et « il n'y aura plus de cessez-le-feu ». Il a dit que les séparatistes n'arrêteraient pas leurs attaques tant qu'ils n'auront pas « atteint les frontières de l'ancienne région de Donetsk », se vantant de ce que les forces séparatistes étaient maintenant « en mesure de frapper simultanément dans trois directions différentes ».

Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré aujourd'hui que nous avons sorti ces déclarations de leur contexte. Quel contexte peut justifier une attaque de grande ampleur contre une ville peuplée de civils? Je signale également qu'attaquer dans trois directions, le chef séparatiste ayant dit que ses forces sont en mesure de le faire, requiert une grande quantité d'armes et des forces considérables. Cette capacité montre bien que l'afflux important de personnel et d'armes lourdes russes en cours depuis des mois a un effet sensible. Nous savons que M. Zakharchenko l'a dit, parce qu'il a été filmé et a été cité par l'agence de presse officielle russe, Tass. Samedi, lors d'un rassemblement à Donetsk, il a déclaré : « aujourd'hui, l'offensive contre Marioupol a été lancée ». Il a ajouté : « dans quelques jours, nous encerclerons Debaltsevo », une ville située à 12 kilomètres de la ligne de cessez-le-feu fixée à Minsk.

Si seulement les paroles des séparatistes n'avaient été prononcées que par fanfaronnade. Malheureusement, samedi, le monde a été témoin des atrocités causées par l'attaque menée par les séparatistes contre Marioupol, une ville située à 25 kilomètres de la ligne fixée à Minsk. Au cours de la seule journée de samedi, plus de 100 personnes ont été blessées par des attaques à la roquette contre la ville. Une trentaine de personnes ont été tuées, y compris des femmes, des personnes âgées et des enfants, dont un garçon de 4 ans. Environ 40 séries de tirs de roquette ont frappé la ville, touchant un marché, des maisons et une école, entre autres installations civiles. La Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, impartiale, a examiné des cratères d'explosion et conclu qu'ils avaient été causés par des roquettes Grad tirées d'un lance-roquette depuis des zones contrôlées par des séparatistes.

Pourquoi ces lieux ont-ils de l'importance pour les Russes et les séparatistes? Marioupol est une ville portuaire qui offrirait à la Russie un autre moyen d'approvisionner les séparatistes. Contrôler la ville serait un pas vers la création d'un pont terrestre vers la Crimée illégalement occupée. Debaltsevo est un axe ferroviaire et routier stratégique et constitue le principal lien entre les régions de Donetsk et de Lougansk. Ce ne pas un hasard si la Russie a des visées sur ces villes stratégiques. Quand, samedi, des membres du Conseil ont essayé de publier une déclaration conjointe pour dénoncer les pertes civiles et exprimer leur préoccupation au sujet des déclarations faites par les séparatistes, comme nous l'avons entendu, la Russie les a en empêchés. Cela n'est

pas étonnant car, moins d'un jour plus tôt, la Russie ne demandait pas mieux que de diffuser les déclarations de M. Zakharchenko dans ses médias officiels. Il serait étrange d'être préoccupé par des déclarations que l'on a encouragées et médiatisées. Cependant, quand l'agence de presse officielle de votre pays diffuse des messages saluant une nouvelle offensive et que les diplomates de votre pays refusent de se d'exprimer leur préoccupation devant ces attaques, vous approuvez non seulement ces déclarations mais également les attaques.

Parfois, peut-être à cause du brouillard qui entoure cette terrible guerre, les séparatistes parlent de manière trop explicite de leurs objectifs. En effet, après avoir, au départ, exposé les ambitions des séparatistes concernant Marioupol dans les médias, la Russie a commencé à voir les mêmes images et informations épouvantables du carnage que nous avons tous vues. À ce moment-là, sachant peut-être d'où provenaient les armements utilisés, la Russie a tenté de nier tout lien entre les séparatistes et ces attaques. L'agence de presse russe, Tass, a même essayé de faire disparaître de tous les médias officiels toutes les citations de M. Zakharchenko parlant des attaques des séparatistes.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la Russie ne veut pas que le monde entende les déclarations des séparatistes. Mercredi dernier, le représentant de la Fédération de Russie a déclaré au Conseil que « la Fédération de Russie respecte pleinement les accords de Minsk » (*S/PV.7365, p. 8*). Cependant, samedi, M. Zakharchenko a ouvertement admis que ses forces violaient ces mêmes accords. Il semble qu'il n'ait pas eu connaissance de la note russe, qui appelle clairement à la violation des accords tout en prétendant qu'ils sont respectés. Malgré les déclarations de M. Zakharchenko, la Russie continue de s'efforcer de duper la communauté internationale et de rejeter la responsabilité de la violence sur les Ukrainiens. Pas plus tard qu'hier, le Ministre russe des affaires étrangères, M. Lavrov, a déclaré que « la détérioration de la situation en Ukraine est le résultat des attaques incessantes menées par les forces gouvernementales ukrainiennes, qui violent ainsi les accords de Minsk ». Nous avons entendu le représentant de la Fédération de Russie dire la même chose ici aujourd'hui.

Les déclarations de M. Zakharchenko sont un problème pour la Russie, car elles sont trop limpides. Comme les membres du Conseil et, de plus en plus, le monde peuvent le constater, les séparatistes qu'il prétend diriger sont entraînés et équipés par la Russie et

combattent avec des forces russes à leurs côtés. Alors, quand M. Zakharchenko se vante d'avoir pris le contrôle de territoires au-delà de la ligne de cessez-le-feu fixée à Minsk, quand il annonce lors de rassemblements que les séparatistes frapperont les forces ukrainiennes en l'absence de provocation, quand il dit que les négociations ne l'intéressent pas, il parle non seulement des intentions des séparatistes mais aussi de celles de la Russie. Cette offensive est orchestrée à Moscou. Elle est menée par des séparatistes formés et financés par les Russes qui utilisent des missiles et des chars russes et sont soutenus par des forces russes et dont les opérations bénéficient de l'assistance directe de la Russie.

Depuis décembre, la Russie a transféré des centaines de pièces de matériel militaire à des séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, y compris des chars, des véhicules blindés, des systèmes de roquette, de l'artillerie lourde et d'autres types de matériel militaire. Depuis la mi-janvier, en dépit de la destruction en vol de l'appareil affrété pour le vol du MH17, la Russie a même déployé dans l'est de l'Ukraine des systèmes perfectionnés de missiles sol-air et antiaérien, ce qui représente la plus forte présence de sa force de défense aérienne dans l'est de l'Ukraine depuis septembre 2014. Il existe un rapport direct entre la circulation d'armes lourdes, qui a augmenté de l'autre côté de la frontière, et les tentatives des séparatistes de gagner encore plus de terrain.

Les atrocités causées par cet arsenal sont terribles. D'après le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la période allant du 13 au 21 janvier a été la plus meurtrière depuis la signature de l'accord du 5 septembre à Minsk. Durant cette période, 29 personnes en moyenne ont été tuées chaque jour. Plus de 5 000 personnes ont été tuées et environ 11 000 mutilées depuis le début du conflit en avril 2014. Aujourd'hui même, les attaques se poursuivent dans les zones habitées par des civils au-delà de la ligne de cessez-le-feu fixée à Minsk, non seulement à Marioupol et à Debaltsevo, mais aussi à Pisky et à Stanichno-Lougansk. Pour les Russes, Marioupol et Debaltsevo ne sont peut-être que des pièces stratégiques sur leur échiquier en vue de contrôler davantage de territoires, mais des centaines de milliers de civils ukrainiens vivent également dans ces villes. Près de 500 000 personnes vivent à Marioupol, la deuxième plus grande ville de la région de Donetsk, et plus de 25 000 à Debaltsevo. Marioupol compte 92 écoles maternelles dans lesquelles se rendent 13 000 enfants.

Nous continuons de penser que la seule solution est politique et non militaire. À cette fin, nous continuons d'appuyer les efforts du groupe de contact trilatéral, ainsi que les rencontres des ministres des affaires étrangères au format Normandie. Nous accueillons avec satisfaction l'accord conclu par le groupe de ministres réunis au format Normandie à Berlin, qui reconnaît la nécessité de la mise en œuvre intégrale et immédiate de l'accord de Minsk.

Si la Russie tient vraiment à la paix, pourquoi ne condamne-t-elle pas les déclarations des séparatistes selon lesquelles ils attaqueront les Ukrainiens en premier et n'accepteront plus de cessez-le-feu, au lieu d'essayer de faire disparaître ces déclarations de ses services de presse officiels? Si la Russie est véritablement attachée à la paix, pourquoi ne retire-t-elle pas ses chars et ses missiles Grad de l'est de l'Ukraine, au lieu d'en envoyer d'autres? Si la Russie souhaite vraiment la paix, pourquoi ne retire-t-elle pas ses forces, au moins jusqu'aux lignes convenues à Minsk, plutôt que d'envoyer une énorme quantité d'armes lourdes russes afin d'établir de nouvelles lignes? La solution politique si nécessaire ne sera possible que si la Russie prend ces mesures.

**M. Delattre** (France) : Je remercie M. Feltman pour sa présentation. Nous aurions tous souhaité un début d'année 2015 sous des auspices meilleurs pour l'Ukraine et pour sa stabilité. L'année commence à peine, et cela fait déjà deux fois en moins d'une semaine que la situation sur le terrain impose de nous réunir ici.

La spirale de chaos qui s'est enclenchée il y a deux semaines, après plusieurs mois de relative accalmie, n'a en effet pas pu être enrayerée ces derniers jours, bien au contraire. La mort de 13 civils à Volnovakha, le 13 janvier, ainsi que le tir contre un trolleybus à Donetsk, la semaine dernière, qui a fait au moins huit victimes civiles, avaient déjà suscité notre consternation, cela alors même que la veille les ministres des affaires étrangères russe, ukrainien, français et allemand étaient parvenus à un accord sur le retrait des armes lourdes.

Samedi et dimanche à Marioupol, les groupes séparatistes ont attaqué à la roquette des quartiers résidentiels, tuant près de 30 civils et semant la terreur parmi la population. Tous les éléments qui nous remontent du terrain – notamment en provenance des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe – nous le confirment. Il s'agit d'une nouvelle violation du cessez-le-feu, mais aussi de violations graves du droit international humanitaire qui protège les populations civiles; il s'agit d'actes

inacceptables, ciblant de manière indiscriminée des civils. L'offensive contre Marioupol, célébrée avec provocation par Alexandre Zakhartchenko samedi dernier, en violation des engagements pris par les parties en septembre dernier à Minsk, est tout aussi inadmissible.

Il faut appeler un chat un chat : par son soutien aux séparatistes ukrainiens et à leurs exactions, la Russie porte une part de responsabilité importante dans ces violences. Or, l'heure devrait être au dialogue et à une discussion sérieuse sur l'avenir de l'Ukraine et la restauration de la paix. Aussi appelons-nous la Russie à cesser de conforter les séparatistes dans leur fuite en avant déstabilisatrice. Nous l'appelons à mettre enfin un terme au transfert d'armes et d'hommes à travers la frontière russo-ukrainienne, qui nourrit la guerre, qui viole l'intégrité territoriale de l'Ukraine et les principes les plus élémentaires de la Charte des Nations Unies, et qui compromet, enfin, les efforts diplomatiques déployés par ceux qui promeuvent un règlement du conflit dans le respect du droit international et des libertés et droits fondamentaux de l'ensemble des Ukrainiens, y compris des minorités. Nous engageons la Russie à faire usage de toute son influence sur les séparatistes dans l'est du pays pour que soit pleinement respecté le cessez-le-feu.

Les déclarations, ce jour, de M. Lavrov, annonçant la facilitation de contacts entre les parties belligérantes, constituent un signal encourageant mais insuffisant. Nous appelons également l'Ukraine à lancer la réforme institutionnelle à laquelle elle s'est engagée. Le Président Poroshenko s'est exprimé publiquement sur la perspective d'un dialogue national et d'une réforme des institutions. Cette déclaration est un pas supplémentaire vers une mise en œuvre globale des accords de Minsk, seule à même de conduire à un règlement négocié de cette crise. Au-delà des déclarations, la communauté internationale ne jugera de la bonne foi des parties qu'à l'aune d'actes concrets et vérifiables, qui témoigneraient d'un engagement réel en faveur de la désescalade. Il nous faut également appeler toutes les parties à s'abstenir de s'en prendre aux populations civiles, à respecter le droit international humanitaire, et à garantir l'accès des acteurs humanitaires aux blessés et aux populations civiles ayant besoin d'assistance.

Nous souhaitons y insister : il ne peut y avoir de solution militaire à ce conflit. Seule la mise en œuvre complète et de bonne foi des accords de Minsk par toutes les parties et la reprise de discussions diplomatiques sérieuses, dans le cadre notamment du groupe de

contact trilatéral, permettront de sortir de la crise par le haut. Tous les efforts doivent être mis au service de cet objectif.

Dans ce contexte difficile, nous n'avons pas le droit de baisser les bras. La France reste et restera pleinement mobilisée en vue de parvenir à ce règlement pacifique. Nos objectifs sont clairs et constants : respect du cessez-le-feu, retrait des armes lourdes de chaque côté de la ligne de contact, reprise des échanges de prisonniers, règlement des questions humanitaires et, à terme, mise en œuvre par les parties de l'ensemble des mesures prévues par les accords de Minsk.

La France continuera ses efforts en contact étroit avec, notamment, ses partenaires allemands, ainsi, bien sûr, que les autorités russes et ukrainiennes dans ce que l'on appelle « le format de Normandie ». Il n'y a pas de temps à perdre, l'heure n'est pas aux hésitations et à l'hypocrisie. L'urgence aujourd'hui est d'arrêter ce conflit qui a déjà fait plus de 5 000 morts et qui a un coût considérable et inacceptable, pour l'Ukraine, pour la Russie, pour l'Union européenne, mais aussi pour le système international dans son ensemble.

**M. Oyarzun Marchesi** (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Je tiens à remercier également le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé.

L'Ukraine a une constitution démocratique, et un processus de réforme actuellement en cours. L'Ukraine a contribué de manière décisive à la non-prolifération nucléaire lorsqu'elle a décidé en 1994 de renoncer à l'arme atomique. L'Ukraine est un acteur fondamental de l'ordre international, et nous appuyons sans réserve son intégrité territoriale. Avec toutes ces références à son actif, l'Ukraine ne devrait pas connaître la violence. Et pourtant, nous nous réunissons de nouveau aujourd'hui, suite à une détérioration très grave de la situation.

L'Espagne aurait souhaité que le Conseil adopte une déclaration. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Je condamne donc catégoriquement et sans réserve les bombardements de zones urbaines dans la ville de Marioupol, qui ont fait des dizaines de morts parmi les civils et plus d'une centaine de blessés, et je tiens à exprimer les condoléances de mon pays et de ma délégation aux familles des victimes ainsi qu'au peuple et au Gouvernement ukrainiens. Qu'ils soient assurés de la solidarité de l'Espagne.

Selon les informations fournies hier par la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et corroborées par M. Feltman, les projectiles ont été lancés à partir de lieux contrôlés par les groupes rebelles de la République populaire autoproclamée de Donetsk. Il faut enquêter sur les auteurs de ces actes, dont les responsables devront répondre devant la justice. À l'instar d'autres délégations, nous déplorons l'annonce faite par Alexandre Zakhartchenko peu de temps avant l'offensive contre Marioupol. Ces déclarations constituent une violation flagrante du cessez-le-feu et des accords de Minsk. Les attaques contre les civils constituent une violation manifeste du droit international, or le droit international oblige non seulement les parties, mais il oblige aussi ceux qui, dans la mesure de leurs possibilités, peuvent user de leur influence afin que ne se produisent pas de nouvelles violations du droit international.

D'autre part, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme avait sonné l'alarme, vendredi, sur la présence constante de combattants étrangers dans l'est du pays. Selon tous les indices dont nous disposons, et d'après le Haut-Commissaire lui-même, il s'agirait de contingents militaires de la Fédération de Russie. La même source confirmait en même temps la présence d'armes lourdes sophistiquées dans des zones peuplées contrôlées par les groupes rebelles armés, et dénonçait les violations répétées des droits fondamentaux des civils qui s'y retrouvent pris au piège ainsi que le non-respect de l'état de droit dans ces zones.

Le Conseil de sécurité ne saurait garder le silence. Il doit se faire entendre clairement face à cet état de faits. Nous appelons une nouvelle fois à la pleine mise en œuvre du protocole et du mémorandum de Minsk, et au rétablissement immédiat du cessez-le-feu. Nous lançons un appel à tous ceux qui sont à même d'influer, dans cette situation, sur les auteurs de ces actes horribles, et notamment à la Russie, afin que, conformément à son statut de signataire des accords de Minsk et de la déclaration conjointe de Berlin du 21 janvier ainsi que de partie intégrante du groupe de contact trilatéral de l'OSCE, et compte tenu de sa responsabilité de membre permanent du Conseil de sécurité, elle aide à apaiser les tensions croissantes et contraigne les groupes rebelles à renoncer à la voie de la violence et à accepter d'emprunter la voie pacifique et conforme au droit pour transmettre leurs revendications.

Ces auteurs de violences ont essayé, par leurs actes terribles ce week-end, d'enterrer une fois pour

toutes la solution du dialogue et l'issue négociée à la crise que prévoient les accords de Minsk. Nous ne devons pas le permettre.

**M. Hmoud** (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je tiens à remercier sincèrement le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, de son exposé instructif.

La Jordanie regrette que certaines parties ne tiennent pas compte des nombreux appels lancés en faveur d'un cessez-le-feu par le Conseil de sécurité ou par la communauté internationale dans son ensemble. Nous déplorons également l'intensification de la crise et les violations de l'accord de paix de Minsk. La Jordanie exprime sa profonde préoccupation face à cette grave escalade de la violence et des affrontements, qui pourrait avoir de sérieuses conséquences et entraîner une nouvelle détérioration de la situation dans l'est de l'Ukraine et dans la région.

La Jordanie condamne fermement les attaques et les actes d'intimidation commis à l'encontre de civils, ainsi que les bombardements de zones résidentielles, quelle qu'en soit la source, et lance un appel en faveur d'une enquête approfondie et transparente sur le bombardement d'un arrêt d'autobus à Donetsk et sur le terrible incident qui s'est produit à Marioupol, il y a deux jours, et qui est considéré comme le plus sanglant depuis la signature de l'accord de paix en juillet dernier. Nous demandons également que tous les auteurs de ces actes criminels soient traduits en justice.

Face à cette aggravation de la situation dans l'est de l'Ukraine et à l'extension des combats à d'autres villes, toutes les parties doivent se réunir d'urgence afin de poursuivre les négociations sur la base des accords précédents et de parvenir à un cessez-le-feu global dans les plus brefs délais. Une solution politique et pacifique ne saurait être possible dans le contexte d'un recours à la force armée ou aux mesures unilatérales qui vont à l'encontre des efforts déployés aux niveaux régional et international et ramènent les négociations à la case départ. Bien au contraire, la solution passe par des mesures efficaces qui conduisent à la paix et au calme.

La Jordanie appelle tous les États qui ont de l'influence sur les séparatistes à les exhorter à s'abstenir de recourir à la force et à mettre un terme à toutes les violations, qui ne peuvent qu'accentuer l'instabilité en Ukraine.

Nous demandons une fois encore à toutes les parties impliquées dans ce conflit d'assumer leurs

responsabilités, d'instaurer immédiatement un cessez-le-feu et de mettre fin à toutes les mesures de surenchère, y compris les discours provocateurs et irresponsables de l'une ou l'autre partie. Au sein du Conseil et de la communauté internationale dans son ensemble, nous devons redoubler d'efforts et faire tout notre possible pour empêcher l'effondrement de tous les progrès qui ont été accomplis au cours de l'année écoulée, afin de parvenir à un accord global qui prenne en compte tous les intérêts des différentes parties.

Pour conclure, nous voudrions souligner l'importance que revêtent la préservation de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du pays, la non-ingérence dans ses affaires intérieures, le contrôle adéquat de ses frontières et la cessation de l'afflux d'armes destinées aux séparatistes et de l'entrée de combattants étrangers sur le territoire de l'Ukraine. Nous insistons également sur l'importance de la mise en œuvre intégrale, dans la lettre et dans l'esprit, de l'accord de paix de Minsk et du mémorandum publié par la suite, ainsi que de la déclaration conjointe des Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de la France, de la Russie et de l'Ukraine sur la mise en place d'une ligne de communication.

**M. Liu Jieyi** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de sa présentation.

Ces derniers jours, nous avons assisté à une détérioration radicale de la situation dans l'est de l'Ukraine et à de fréquents affrontements et attaques qui ont causé de lourdes pertes parmi les civils, notamment des femmes et des enfants. La Chine condamne toutes les attaques violentes visant des civils et exprime ses condoléances aux victimes et à leur famille.

Nous sommes en faveur d'une enquête objective sur ces attaques afin d'établir la vérité et de traduire les responsables en justice. La semaine dernière, le Conseil de sécurité a tenu une séance publique sur la situation en Ukraine (voir S/PV.7365). Les États Membres concernés ont appelé les parties au conflit à prendre des mesures concrètes en vue d'éviter toute aggravation du conflit ou de la violence. Or, à notre grand désarroi, la situation dans l'est de l'Ukraine, loin de s'améliorer, s'est envenimée, faisant de nombreuses victimes parmi les civils et entraînant de lourdes pertes matérielles. La Chine est vivement préoccupée par l'évolution récente de la situation.

La détérioration de la situation en Ukraine n'est dans l'intérêt d'aucune des parties. Ce qui est encore plus urgent à présent, c'est que toutes les parties fassent preuve de calme et de retenue afin d'éviter toute nouvelle escalade du conflit ou des affrontements, de parvenir à un cessez-le-feu, de mettre fin à la violence dans l'est de l'Ukraine et d'appliquer intégralement les accords de Minsk conclus en septembre. Les parties concernées doivent toutes faire les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs susmentionnés.

Les derniers événements montrent clairement que pour trouver une solution à la crise ukrainienne, il est nécessaire de se conformer à l'objectif global, qui est de parvenir à un règlement politique; de tenir pleinement compte de la complexité des facteurs historiques et de la réalité de la situation en Ukraine; de prendre pleinement en considération les droits, les intérêts et les exigences légitimes de toutes les régions et de toutes les communautés ethniques en Ukraine; et de s'attacher à tenir compte des préoccupations légitimes de toutes les parties et de veiller à ce que les intérêts de tous soient pris en considération de manière équilibrée, en vue de parvenir à une solution fondamentale et durable de la crise ukrainienne.

La communauté internationale doit intensifier ses efforts diplomatiques en vue d'encourager la recherche d'un règlement politique du problème. Les discussions tenues par le Conseil de sécurité doivent jouer un rôle constructif en contribuant à apaiser les tensions en Ukraine. La Chine a toujours soutenu que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées. Elle a adopté une position objective et juste concernant la question de l'Ukraine. Nous appuyons les parties concernées au sein de la communauté internationale dans les efforts qu'elles déploient en vue de parvenir à un règlement pacifique de la situation dans ce pays.

La Chine appelle toutes les parties à redoubler d'efforts et à mettre pleinement à profit le rôle joué par les mécanismes de médiation de Minsk et de Normandie. Nous espérons que, grâce à un dialogue politique ouvert à tous, et sur la base de la prise en compte des intérêts et les préoccupations légitimes de toutes les parties, il sera bientôt possible de parvenir à un règlement politique durable et équilibré susceptible de rétablir la paix, la sécurité et la stabilité de l'Ukraine et de la région dans son ensemble, et d'en assurer le développement. La Chine continuera de jouer un rôle actif et constructif

dans la recherche d'un règlement politique de la crise ukrainienne.

**M. Gombo** (Tchad) : Je voudrais également remercier M. Jeffrey Feltman, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, de son exposé.

Le Tchad est très préoccupé par la dégradation de la situation sécuritaire en Ukraine, notamment dans les régions de Donetsk et Lougansk. Malgré les appels incessants de la communauté internationale au calme et à la retenue, de violentes attaques du port de Marioupol dans la région de Donetsk ont eu lieu ce samedi 24 janvier, laissant au moins 30 civils tués et faisant plus d'une centaine de blessés. Le 13 janvier déjà, c'était le bombardement d'un autobus près de la localité de Volnovakha qui faisait plus de 12 victimes civiles, dont la majorité serait des femmes.

La situation est grave. Face à l'absence de volonté politique de mettre fin aux violences et à l'augmentation significative du nombre des victimes civiles, le Tchad craint une recrudescence des combats, dont les premières victimes sont encore et toujours la population civile.

L'évolution de la violence en Ukraine conduit souvent à la violation du droit international humanitaire. La communauté internationale ne peut rester indifférente et les responsabilités doivent être établies.

Avec plus de 5 000 morts, 10 300 blessés et plus d'un million de déplacés, le drame ukrainien a déjà trop duré. En ce sens, le Tchad appelle toutes les parties au calme et à la retenue, et exhorte le Gouvernement et les séparatistes à trouver les voies d'un dialogue national direct et sans exclusion en vue d'une réconciliation nationale. En outre, le Tchad reste convaincu que la solution à la crise ukrainienne est politique, laquelle dépend largement de la volonté des parties concernées de s'engager dans un véritable processus de négociation pour parvenir à une paix durable. Le Tchad encourage la poursuite des investigations par l'Organisation pour la sécurité et la coopération afin de dégager les responsabilités dans cette crise ukrainienne qui n'a que trop duré et fait beaucoup de victimes.

Dans la continuité des entretiens de Normandie et de Milan, et de la médiation offerte par le groupe tripartite, le Tchad exhorte les pays amis à relancer le processus de paix en Ukraine, et en appelle aux bons offices du Secrétaire général.

Pour conclure, nous exhortons les pays amis ayant une influence sur les parties à mettre la pression

nécessaire à la recherche d'une solution politique durable à la crise, à partir des accords et de la déclaration de Minsk et dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine.

**M. Laro** (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé.

Depuis la séance du Conseil de la semaine dernière sur la situation en Ukraine (voir S/PV.7365), le conflit dans le pays s'est intensifié, et les civils continuent d'en subir les conséquences. Les attaques à la roquette contre Marioupol, qui ont fait 30 morts et plus de 100 blessés, y compris des femmes et des enfants, en sont l'illustration. Le Nigéria condamne dans les termes les plus forts les attaques aveugles contre des zones d'habitation. Elles ne servent aucun objectif militaire, violent le droit international et sont inacceptables.

Nous appelons les deux parties à cesser immédiatement les combats et à respecter les termes de l'accord sur le cessez-le-feu conclu lors des pourparlers de paix de Minsk. Nous insistons sur le fait qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Ukraine. Les parties doivent trouver une solution politique par le dialogue. Les préoccupations des séparatistes doivent être examinées dans le cadre d'un règlement politique négocié. Cela doit se faire sans mettre en péril la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

**M. Ramírez Carreño** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La délégation de la République bolivarienne du Venezuela vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance du Conseil de sécurité sur l'Ukraine. Nous saluons aussi la présence parmi nous du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Feltman, et le remercions des informations qu'il nous a fournies sur la situation politique en Ukraine.

Notre pays exprime sa grave préoccupation face à la récente escalade du conflit armé dans l'est de l'Ukraine, qui a fait des victimes parmi les civils ainsi qu'un nombre incalculable de blessés. Le Venezuela rappelle aux parties qu'il importe de favoriser un règlement politique pacifique et négocié de la crise. Nous insistons sur le fait que tout incident sur le terrain doit faire l'objet d'une enquête indépendante, dont les conclusions se fondent sur des preuves irréfutables. Le Venezuela condamne tous les actes de violence ou de terrorisme, en particulier les attaques contre les civils, quels qu'en soient les auteurs.

L'intensification du conflit armé dans l'est de l'Ukraine fait qu'il est impératif que les parties mettent fin aux hostilités dans cette zone. Le cessez-le-feu est une nécessité absolue.

Il faut impérativement poursuivre la recherche d'un règlement politique et diplomatique de la crise en Ukraine, dans le cadre duquel les parties en conflit s'engageront à œuvrer en faveur d'une paix ferme et durable.

La médiation des organisations régionales revêt à notre avis une importance particulière dans le processus de règlement négocié du conflit. À cet égard, nous réaffirmons notre appui à l'action menée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Allemagne et la France pour favoriser le dialogue entre l'Ukraine, la Russie et les représentants de la région du Donbass.

De même, nous accueillons avec satisfaction le communiqué conjoint des Ministres français, allemand, russe et ukrainien des affaires étrangères, publié le 21 janvier à Berlin, et nous encourageons les parties à œuvrer de concert à sa mise en œuvre.

Les accords de Minsk constituent le fondement d'une paix durable dans la région. Nous rappelons qu'il faut éviter toute intervention d'éléments exogènes au conflit qui affaibliraient les accords conclus à Minsk et entraveraient les efforts régionaux visant à parvenir à un accord entre les parties concernées.

Le Venezuela insiste sur le fait que les parties doivent agir avec modération afin d'éviter que le dialogue ne pâtisse d'actes unilatéraux qui mettraient en péril le processus de paix. Il faut mettre fin à la spirale de la violence. Poser les fondements de la paix suppose de cesser d'encourager la haine, la persécution ethnique et la propagande guerrière. Il faut s'attaquer aux causes historiques profondes du conflit et chercher un accord politique entre les parties.

L'intensification des hostilités requiert que les parties se conforment strictement à leurs obligations en matière de protection des civils dans les zones en proie à la violence, et garantissent notamment l'accès de l'aide humanitaire aux déplacés, aux réfugiés et aux autres habitants qui se trouvent dans les régions touchées par le conflit.

Enfin, nous appelons de nouveau toutes les parties à redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement

politique juste et durable, dans leur intérêt et dans celui de toute la région.

**M. McLay** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat, et ce, d'autant que le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de se mettre d'accord pendant le week-end sur une déclaration à la presse, simple et claire, qui aurait condamné les faits survenus à Marioupol. Je remercie le Secrétaire général adjoint de son exposé, qui est très utile au Conseil.

La Nouvelle-Zélande condamne le fait qu'environ 30 civils ont été tués et plus de 90 autres blessés le 24 janvier à Marioupol. Les informations selon lesquelles la population civile et les zones d'habitation sont la cible de bombardements aveugles sont profondément préoccupantes, tout comme les autres incidents dont a fait état le Secrétaire général adjoint, M. Feltman. Nous avons fait part de notre inquiétude la semaine dernière face à l'escalade fort alarmante de la violence. L'incident de Marioupol confirme que la situation dans l'est de l'Ukraine est désormais dans une spirale catastrophique. Nous ne considérons pas cet incident comme un incident isolé. Le fait qu'il ait eu lieu, son ampleur et les déclarations faites par les chefs des séparatistes à son sujet parlent d'eux-mêmes. Il s'agissait d'une offensive majeure contre une population civile dans le seul but de s'emparer de la région et de la contrôler.

Les dernières pertes civiles dues au conflit dans l'est de l'Ukraine sont totalement inacceptables. Nous demandons à toutes les parties de respecter le droit international humanitaire et de ne pas mener d'attaque aveugle. À cet égard, nous prenons acte du fait que des roquettes ont été lancées sans distinction sur des zones civiles, ce qui est une violation du droit international humanitaire. Il ne saurait y avoir d'impunité pour de tels actes insensés et leurs auteurs doivent rendre des comptes.

L'approvisionnement des séparatistes en hommes et en matériel par la Russie est irresponsable. La menace d'une « guerre majeure en Ukraine » fait frémir et est totalement injustifiée, mais elle risque à présent de se concrétiser.

Malgré les preuves qui s'accumulent, la Russie ne montre aucuns états d'âme vis-à-vis de son rôle de soutien des séparatistes. La Russie parle des faits. Le fait est que la Russie joue un rôle dans ce conflit.

Nous appuyons la promotion d'un dialogue politique sans exclusion. Nous appelons la Russie à user des moyens diplomatiques et autres à sa disposition pour veiller à ce que les séparatistes respectent un cessez-le-feu, au lieu de s'en prendre aux autres. Ce cessez-le-feu, approuvé dans les accords de Minsk, doit être appliqué immédiatement. Le Conseil doit également honorer les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies. Nous devons mettre de côté la politique, aussi difficile que ce soit, et faire jouer notre influence collective pour mettre un terme aux meurtres de civils dans l'est de l'Ukraine. Ce doit être la priorité. Même si ce n'est probablement pas envisageable dans le cadre de la présente séance, nous aimerions, à l'avenir, que le Conseil envisage sérieusement comment il peut faire pression sur les parties belligérantes pour qu'elles appliquent le cessez-le-feu. Les paroles ne suffisent probablement plus; il faut probablement agir davantage.

**M. Haniff** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de nous avoir présenté un exposé si peu de temps après avoir été sollicité.

La Malaisie est alarmée par l'escalade de la violence dans l'est de l'Ukraine depuis la dernière séance que le Conseil de sécurité a consacré à la question (voir S/PV.7365), il y a moins d'une semaine. Depuis, il y a eu de multiples attaques aveugles contre la population civile. Le 22 janvier, un arrêt de bus a été bombardé dans la ville de Donetsk, et pas moins de 15 personnes ont été tuées et plus de 20 civils blessés. Deux jours plus tard, au moins 30 personnes, dont deux enfants, ont été tuées à Marioupol, et plus de 100 civils ont été blessés. La Malaisie condamne ces attaques aveugles dans les termes les plus énergiques. Il est profondément regrettable que la violence qui a récemment éclaté à Marioupol n'ait même pas mérité une condamnation du Conseil de sécurité, et ce du fait de l'absence de consensus parmi les membres du Conseil sur le projet de déclaration à la presse. La Malaisie souhaite qu'une enquête indépendante soit menée sur ces incidents. Les auteurs de ces crimes odieux contre des civils doivent être amenés à rendre des comptes. Nous rappelons aux parties au conflit qu'elles doivent se conformer au droit international humanitaire et des droits de l'homme. Les attaques contre des convois humanitaires doivent également cesser immédiatement.

Les événements récents ont gravement compromis l'accord de cessez-le-feu conclu en septembre dernier

entre les parties au conflit. La Malaisie demande instamment aux parties concernées d'honorer leurs engagements en vertu du protocole de Minsk du 5 septembre et du mémorandum du 9 septembre. Les derniers faits survenus dans l'est de l'Ukraine prouvent qu'une solution diplomatique et politique est plus urgente que jamais. À cet égard, la Malaisie est favorable à tous les efforts qui pourraient faciliter une désescalade de la crise et contribuer à mettre fin au conflit, notamment la reprise éventuelle des négociations selon le modèle de Genève. Comme l'a souligné la Malaisie la semaine dernière (voir S/PV.7365), une solution militaire ne serait dans l'intérêt de personne à long terme et ne conviendrait pas.

Soixante-dix ans après la création de l'ONU, nous sommes toujours témoins du mépris flagrant des principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays. La Malaisie exhorte les parties concernées à réfléchir aux conséquences de ces actes pour leurs intérêts et leur stature internationale à long terme. Nous demandons de nouveau aux parties concernées d'explorer toutes les voies susceptibles de mener à un règlement pacifique. Nous sommes déterminés à jouer un rôle constructif au sein du Conseil pour faciliter l'apaisement de la crise et la reprise des pourparlers afin de rétablir la stabilité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

**M. Lucas** (Angola) (*parle en anglais*) : Je vous remercie d'avoir convoqué la présente séance, Monsieur le Président, et je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé sur la flambée des hostilités dans l'est de l'Ukraine.

Durant la séance que nous avons tenue le mercredi 21 janvier (voir S/PV.7365), la délégation angolaise a exprimé sa position sur la question suite à l'attaque perpétrée contre un bus dans la région de Donetsk, qui a fait un certain nombre de victimes civiles. Nous saisissons cette occasion pour réitérer notre position, et nous condamnons l'attaque récente qui a visé Marioupol ainsi que les pertes en vies humaines et les énormes dégâts matériels. Je serai très bref.

Nous déplorons les pertes en vies humaines causées par la récente flambée des hostilités dans l'est de l'Ukraine et soulignons la nécessité urgente de protéger les civils. Nous condamnons les violations du cessez-le-feu et exhortons toutes les parties à le respecter. Nous estimons que les accords de Minsk constituent un cadre qui devrait permettre de trouver une solution pacifique

au conflit, et nous demandons instamment à toutes les parties de les respecter. Nous soulignons qu'il importe de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Enfin, nous estimons qu'il est crucial de fournir une aide humanitaire aux victimes du conflit et de redoubler d'efforts pour venir en aide aux milliers de personnes qui en ont besoin.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Chili.

Nous remercions M. Jeffrey Feltman de sa présentation sur les événements récents survenus en Ukraine.

Nous condamnons nous aussi le bombardement aveugle de zones résidentielles dans la ville de Marioupol. Cette attaque constitue une escalade significative et inquiétante de la violence dans l'est de l'Ukraine. Les responsables de ces actes déplorables contre la population civile doivent rendre des comptes, et nous insistons sur la nécessité absolue de mener une enquête objective pour établir les faits afin de traduire les responsables en justice.

La violence doit prendre fin pour que les Ukrainiens puissent reconstruire leur vie dans un pays stable et sûr, en préservant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies. Nous exhortons les parties à appliquer pleinement les accords de Minsk, qui, complétés du memorandum de cessez-le-feu signé le 19 septembre, ont permis de jeter les bases et de définir les critères d'une sortie de crise négociée.

Nous rappelons par ailleurs qu'à Minsk, toutes les parties se sont engagées à permettre à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) de superviser et de vérifier le cessez-le-feu. Nous appuyons la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, et demandons instamment aux parties de coopérer avec elle, et plus particulièrement d'appuyer la fourniture de l'aide humanitaire.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de l'Ukraine.

**M. Sergeyev** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir convoqué la présente séance d'urgence. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé, et tous ceux qui, dans leurs déclarations,

ont exprimé leur appui à l'Ukraine et leur sympathie à l'égard de mon peuple.

Malheureusement, depuis la dernière séance du Conseil de sécurité consacrée à l'Ukraine, le 21 janvier (voir S/PV.7365), la situation sur place s'est considérablement détériorée. Le 24 janvier, des terroristes soutenus par la Russie ont commis un autre crime odieux contre l'humanité. Le bombardement de zones résidentielles à Marioupol, dans l'est de l'Ukraine, a fait 30 victimes et plus de 100 blessés parmi les civils. Selon le rapport publié le 24 janvier par la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) déployée en Ukraine, le bombardement a été mené à l'aide de nombreuses roquettes Grad et Uragan tirées depuis une zone contrôlée par les terroristes. Le bombardement de Marioupol a commencé juste après que l'un des chefs terroristes ait annoncé des attaques imminentes contre des villes ukrainiennes, ainsi qu'une forte concentration de forces armées et d'armes russes dans les régions de Donetsk et de Lougansk. Comme l'a affirmé le Président de l'Ukraine,

« Le massacre de dizaines de civils et la centaine de blessés imputables aux terroristes pro-russes à Marioupol constituent non seulement un acte de terrorisme, mais également un crime contre l'humanité, et donc une question dont sera saisie le tribunal de La Haye ».

La journée d'hier a de nouveau été un jour de deuil en Ukraine. Nous exprimons notre gratitude à l'ensemble du monde civilisé pour la forte solidarité qu'elle a témoignée à l'Ukraine dans le sillage de cette horrible tragédie, pour sa compassion et ses condoléances sincères à l'intention des familles des victimes et pour ses vœux de prompt rétablissement aux blessés. L'Ukraine se félicite de la déclaration claire et sans équivoque du Secrétaire général, dans laquelle il dénonce le retrait unilatéral des prétendus dirigeants des rebelles de l'accord de cessez-le-feu.

À cet égard, il est vraiment regrettable que l'un des membres permanents du Conseil de sécurité, auquel la Charte des Nations Unies a conféré la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ait une fois de plus démontré son mépris total non seulement de la Charte, mais aussi des valeurs humaines, en s'opposant à ce que le Conseil condamne les odieux crimes contre l'humanité commis par les terroristes à Marioupol.

La déclaration faite aujourd'hui par la délégation russe donnerait à penser que ce n'est pas la Russie qui a envahi, occupé et annexé au printemps dernier une partie du territoire souverain ukrainien de Crimée. La déclaration faite aujourd'hui par la délégation russe donnerait à penser que des éléments de l'armée régulière russe ne se trouvent pas sur le territoire souverain ukrainien. À la dernière séance du Conseil de sécurité sur le sujet (voir S/PV.7365), j'ai exigé une explication sur ce que faisaient dans mon pays 16 bataillons russes et ce nombre considérable de chars et de pièces d'artillerie, sans y avoir été invités. Le monde civilisé attend une explication de la partie russe. On trouvera sur le site de la Mission de l'Ukraine des éléments de preuve supplémentaires, que nous essayerons de transmettre également aux membres du Conseil.

Si les activistes et la Russie avaient respecté les accords de Minsk, cette tragédie, la plus terrible depuis le début de l'agression russe, ne se serait pas produite. Des conversations radiodiffusées et téléphoniques interceptées par le Service de sécurité ukrainien indiquent de manière irréfutable que l'attaque a été organisée par des terroristes soutenus par la Russie. Un autre élément de preuve est le blocage par la Russie d'un projet de déclaration du Conseil de sécurité condamnant cet horrible événement, ainsi que son silence total – pas un seul mot de condamnation – sur les autres actes barbares commis par les terroristes dans les régions de Donetsk et de Lougansk, comme l'attaque de Volnovakha, le comportement honteux adopté vis-à-vis des otages ukrainiens, la tragédie survenue à l'arrêt de trolleybus de Donetsk et de nombreux autres incidents. Par conséquent, la Fédération de Russie, qui continue d'appuyer ces activités terroristes et dont les troupes sont directement impliquées dans les hostilités contre l'Ukraine, porte l'entière responsabilité des meurtres de civils innocents à Volnovakha, Debaltseve, Donetsk, Marioupol et dans bien d'autres villes et villages ukrainiens au cours des dernières semaines.

Nous sollicitons l'appui de la communauté internationale, pour que la Russie soit obligée, finalement, à tenir ses promesses, à mettre ses sbires au pas et à cesser d'envoyer des troupes et des armes en Ukraine. Nous exigeons que la Russie applique intégralement les accords de Minsk, qu'elle a jusqu'à présent appuyés seulement en paroles, notamment par le retrait immédiat de toutes ses forces armées du territoire ukrainien, la stabilisation de la frontière russo-ukrainienne et la mise en place d'un mécanisme international de surveillance. Elle doit également

libérer sans plus tarder la pilote ukrainienne Nadiya Savtchenko – qui fait toujours une grève de la faim qui met sa vie en danger – ainsi que Oleg Sentsov, Alexander Kolchenko et les autres citoyens ukrainiens détenus illégalement en Russie.

Nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures résolues face aux crimes des terroristes et à accroître la pression, par tous les moyens, sur ceux qui les parrainent et les soutiennent. Notre position reste inchangée : les « République populaire de Donetsk et « République populaire de Lougansk » doivent être désignées comme des organisations terroristes.

Maintes et maintes fois, nous avons demandé au Conseil de sécurité d'assumer enfin ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies afin d'empêcher ces groupes terroristes de commettre leurs crimes. Le seul moyen d'y parvenir est de mettre un terme à l'agression russe contre l'Ukraine. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin que la communauté internationale prenne des mesures décisives collectives contre ces organisations terroristes et ceux qui les contrôlent.

En résumé, j'aimerais reprendre les mots de notre Président :

« Nous sommes pour la paix, mais nous relevons le défi lancé par l'ennemi. Nous défendrons notre patrie en véritables patriotes. Nous mettrons tout en œuvre pour mettre un terme à la douleur et aux souffrances, et pour ramener la paix dans tous les foyers ukrainiens, de Lviv à Lougansk, et de Tchernihiv à Kertch. Ayant uni nos efforts, nous défendrons notre liberté ».

Dans cette lutte pour l'Ukraine, pour l'Europe et, en définitive, pour la Charte des Nations Unies, nous comptons sur la solidarité et l'action du Conseil.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais faire un certain nombre d'observations de fond, mais pas avant d'être revenu, en manière de préambule, sur les événements de Marioupol et sur le fait que le Conseil de sécurité n'a pas pu condamner cette tragédie ni se prononcer à ce propos.

Plusieurs de mes collègues ont évoqué cette question, y compris mon collègue ukrainien, lequel,

cependant, même si l'on tient compte de ce à quoi il nous a habitués, est allé trop loin en dénaturant complètement l'essence même de la position de la Fédération de Russie. Tout d'abord, nous condamnons toujours toutes les attaques à l'encontre de civils – toutes les attaques à l'encontre de tous les civils – et nous déplorons la mort de tous les civils, contrairement aux autorités de Kiev qui, quand elles déplorent la mort de civils, précisent de quels civils et de quelles régions il s'agit. Le fait que des centaines de personnes sont en train de mourir suite aux tirs de roquette et de tireurs embusqués ukrainiens ne les intéresse pas. Nous ne parvenons pas à comprendre si ces autorités considèrent ou non toujours le Donbass comme une partie du territoire ukrainien. Si ce n'est pas le cas, qu'elles le disent. Cela simplifiera grandement les choses.

Je le répète une fois de plus : nous condamnons toujours la mort d'innocents, et nous étions prêts à le faire là encore dans le cas de Marioupol. Si nous n'avons pas pu le faire, c'est à cause des manœuvres diplomatiques sans scrupules de certains de nos collègues, qui recourent aux méthodes dont ils ont usé plus d'une fois déjà dans la crise ukrainienne en adoptant une formulation clairement inacceptable pour l'un des membres du Conseil de sécurité. Les membres du Conseil ont-ils jamais condamné les déclarations haineuses provenant de Kiev? Pas une seule fois. Pourquoi sont-ils obsédés par les déclarations d'un chef de milice et insistent-ils pour que nous le condamnions immédiatement? S'ils n'avaient pas fait une fixation sur cette déclaration – clairement à tort –, une déclaration condamnant ce qui s'est passé à Marioupol aurait été adoptée en quelques minutes, tout comme nous avons adopté une déclaration proposée par la délégation lituanienne condamnant ce qui s'est passé à Volnovakha, à laquelle nous avons souscrit immédiatement.

Deuxièmement, nous avons toujours été favorables à ce que des enquêtes objectives et approfondies soient menées dans de telles situations. Bien sûr, nous ne voulons pas que le Conseil de sécurité fasse le travail qui est celui de la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) déployée en Ukraine. Dans le cas d'espèce cependant, il nous semble que les membres de la mission d'observation n'ont pas agi correctement. Une équipe des membres de la Mission, dirigée par un ressortissant des États-Unis, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur le site de la tragédie, s'est empressée de publier une déclaration publique. Cela va à l'encontre des méthodes de travail traditionnelles et agréées

de l'OSCE. Encore une fois, nous avons à faire à une situation où des événements tragiques ont clairement été exploités sans scrupules à des fins politiques.

Je voudrais maintenant passer aux aspects plus fondamentaux de notre débat. Malheureusement, notre séance d'aujourd'hui nous rappelle un grand nombre de séances précédentes, même si l'accent, en l'occurrence, est légèrement différent. Les propos de nombre de nos collègues aujourd'hui ont surtout porté sur quelques déclarations faites çà et là par les dirigeants autoproclamés de la «République populaire de Donetsk». Je rappelle aux membres du Conseil que cela fait des mois que le Donbass essuie le feu des roquettes et de l'artillerie ukrainiennes. Par conséquent, on ne peut guère s'attendre à ce que les dirigeants de la «République populaire de Donetsk» fassent des déclarations conciliantes. Ils essaient depuis des mois de repousser les roquettes et l'artillerie des forces ukrainiennes suffisamment loin pour qu'elles ne représentent plus une menace pour Donetsk et Lougansk. C'est également l'objectif essentiel des accords de Minsk, d'où l'importance de leur mise en œuvre.

Beaucoup de chiffres différents ont été avancés à la présente séance, mais nous devons nous pencher sur ce qui est à la racine du problème. Que signifie la thèse selon laquelle le conflit dans l'est de l'Ukraine ne peut pas être réglé par des moyens militaires? C'est une chose que nous avons évoquée au Conseil de sécurité dès le début du conflit : les chars ukrainiens ne peuvent pas entrer purement et simplement dans le Donbass. Malheureusement, cela faisait partie du plan de paix de Poroshenko, qui, en substance, exigeait la reddition des rebelles. C'était le plus court chemin vers l'escalade du conflit, et la catastrophe. Cela est inacceptable mais, malheureusement, comme nous l'avons vu récemment, c'est encouragé par certains membres du Conseil de sécurité. Certains d'entre eux ont déclaré aujourd'hui que les insurgés et la Russie devaient faire ceci ou cela, et que nous pourrions alors initier un règlement politique. Cette approche est totalement erronée. De sérieux efforts politiques doivent être déployés immédiatement. Un dialogue direct doit être établi entre Kiev et l'est. Il est nécessaire pour mettre fin à la partie de cache-cache avec la Constitution, qui doit être examinée par tous les acteurs ukrainiens.

Aujourd'hui, M. Feltman a déclaré que M. Poroshenko avait accepté de revenir au modèle de Genève. Honnêtement, je ne sais pas que la Russie ait accepté de changer de format. Cependant,

à ma connaissance, Moscou fait preuve d'une grande souplesse s'agissant du modèle adopté. Nous sommes prêts à travailler dans n'importe quel cadre – tout format qui aurait des chances d'aboutir à de véritables progrès en vue d'un règlement. Je tiens néanmoins à souligner qu'aucune discussion relative à un quelconque format ne doit servir de prétexte pour s'éloigner d'un dialogue direct entre Kiev et les représentants des régions, d'abord et avant tout de l'est.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de l'Ukraine a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je la lui donne.

**M. Sergeyev** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Mon pays a de nouveau été mentionné. L'Ukraine a toujours présenté des faits et des chiffres, confirmés non seulement par d'autres autorités nationales compétentes mais également par de nombreux observateurs indépendants et de multiples missions d'organisations internationales présents sur le terrain. Aujourd'hui, nous avons également une liste de questions concernant les 16 bataillons et d'autres groupes. J'invite le Conseil à comparer les chiffres. À la précédente séance du Conseil sur cette question, le chiffre de 9 000 soldats russes a été donné (voir S/PV.7365). Aujourd'hui, nous dénombrons 12 000 soldats, 235 chars, 720 véhicules blindés de combat et 263 systèmes d'artillerie. Les choses seraient bien plus faciles pour nous si nous obtenions une quelconque explication de la part de la Russie sur les raisons de sa présence sur le territoire souverain de l'Ukraine. Nous aurions tous moins de difficultés à régler ce problème si la partie russe retirait immédiatement ces forces d'Ukraine et n'était plus présente en Ukraine, conformément aux accords de Minsk.

Aujourd'hui, au Conseil, le représentant russe s'est contenté de reprendre une vieille formule magique stérile et sans cesse répétée – des inventions concernant des coups d'État, des fascistes disciples de Bandera et de Shukhevych, des antisémites, l'oppression dont est victime la langue russe, le mépris des droits de la population du Donbass, etc., mais l'Ukraine et le monde n'ont jamais reçu le moindre message significatif de condoléances pour les victimes tuées par des mercenaires russes à Marioupol ou à Volnovakha. Nous voyons au contraire de quelle manière la Russie aide la population russophone du Donbass : en l'exterminant à coups de bombes Grad.

Je demande une nouvelle fois à la Fédération de Russie de ne pas jouer avec les mots, de ne pas théâtraliser

les débats du Conseil. Nous disposons de nombreux éléments prouvant l'agression directe et indirecte de la Russie en Ukraine. Nous ne pouvons toujours pas demander librement au Conseil de reconnaître que la Russie est l'agresseur. Mais cela ne peut pas durer longtemps. La Russie soutient le terrorisme en Ukraine. Nous conseillons à la Russie d'y mettre fin et de faire ce qui a été convenu à Minsk.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je suis un peu surpris par le fait que notre collègue ukrainien a commencé par présenter des idées que je n'ai même pas évoquées dans ma déclaration d'aujourd'hui. C'est cependant bien qu'il se soit souvenu de ces notions et qu'il estime nécessaire de continuer de débattre de points qui ne font simplement pas débat, relatifs à Stepan Bandera et à d'autres questions connexes.

Je suis toutefois déconcerté par autre chose. J'observe avec satisfaction que notre collègue ukrainien maîtrise maintenant l'anglais, qu'il parle si bien. Je suis simplement stupéfait par le fait qu'il a totalement oublié son russe. J'ai en effet expliqué la dynamique du problème auquel doit faire face l'est. Au lieu de simplement accepter cela et de prendre une position politique sur cette base, nous entendons de nouveau le même discours de propagande. Cela est franchement regrettable.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur la liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 15 h 15.*